



Taux actuels de d'émaciation : 2.5% retard de croissance : 27.4% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale : 5.9%

Source: Gouvernement sud-africain (DHS, 2016)

Bons résultats

- Afrique du Sud : l'État a assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est courante et les marchés fonciers fonctionnent bien. Des politiques promeuvent un accès équitable aux ressources foncières communes.
- Afrique du Sud : ce pays a créé une ligne budgétaire distincte pour la nutrition, rendant possible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- Afrique du Sud : ce pays a mis au point une stratégie/politique nationale en matière de nutrition.
- Afrique du Sud : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2016.
- Le pays a pleinement consacré le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans son droit interne.
- Afrique du Sud : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Afrique du Sud : en 2015, 95% de la population a accès à une source d'eau potable améliorée.
- Afrique du Sud : 94% des femmes de 15 à 49 ans ont été vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2016.
- Afrique du Sud : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation et du droit à la sécurité sociale est bon.

Points à améliorer

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (1.2% des dépenses publiques en 2016) ne correspondent pas aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- Afrique du Sud : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (14.1% des dépenses publiques en 2015) se rapprochent des engagements du gouvernement énoncés dans la Déclaration d'Abuja de l'Union africaine (15% des dépenses publiques), sans toutefois leur correspondre tout à fait.
- Afrique du Sud : dans ce pays, les lois garantissent l'égalité des droits économiques et des droits d'accès à la propriété des terres agricoles entre hommes et femmes. Cependant, ces lois ne sont pas effectivement appliquées et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Afrique du Sud : bien que ce pays ait élaboré une stratégie/politique nationale en matière de nutrition et établi des objectifs de nutrition clairs assortis de délais, on note toujours l'absence de mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques.
- Afrique du Sud : l'État n'a distribué que deux fortes doses de supplément en vitamine A à 42 % des enfants en 2013.

Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	1.2%	2016	42e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ²	14.1%	2015	5e
Politiques			
Accès à la terre (sécurité foncière) ³	Bon	2016	10e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ³	Moyen	2013	35e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	85%	2012	7e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ³	Moyen	2016	2e ex aequo
Lois			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ³	Bon	2016	1er ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	4e ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	1er ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo

¹ Résultats possibles: ● <75% des engagements de l'UA énoncés dans la Déclaration de Maputo ● >=75 % and <100% ● >=100%

² Résultats possibles: ● <75% des engagements de l'UA énoncés dans la Déclaration d'Abuja ● >=75 % and <100% ● >=100%

³ Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

⁴ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Oui	2017	1er ex aequo
Politiques			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	42%	2013	33e
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2010	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	95%	2015	4e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	73.1%	2015	7e
Visites médicales pour les femmes enceintes	94%	2016	18e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Modérée	2030	19e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Non	2014	40e ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2016	1er ex aequo
Lois			
Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	Pleinement consacré	2016	1er ex aequo

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays)

² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacré dans le droit ● Pleinement consacré

[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel